

Les débuts de l'Institut d'histoire à l'Université Laval

Marcel Trudel

Volume 27, numéro 3, décembre 1973

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/303283ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/303283ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Trudel, M. (1973). Les débuts de l'Institut d'histoire à l'Université Laval. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 27(3), 397–402.

<https://doi.org/10.7202/303283ar>

LES DÉBUTS DE L'INSTITUT D'HISTOIRE À L'UNIVERSITÉ LAVAL

MARCEL TRUDEL
*titulaire de recherche
à l'Université d'Ottawa*

Je devrai aujourd'hui vous parler en puisant dans mes souvenirs, non pas que j'aie déjà atteint l'âge de la barbe fleurie, mais parce qu'un accident m'a fait perdre en 1965 les documents qui pourraient étayer mon exposé: je ne pourrai donc vous renvoyer continuellement au sous-sol pour vous assurer du fondement historique. De toute façon, cette documentation eût été bien insuffisante: au moment de la fondation de l'Institut d'histoire de l'Université Laval, je n'étais pas dans les secrets des dieux; par la suite, pendant les six ans que j'ai été secrétaire (1948-1954) et même pendant les dix ans (1954-1964) que j'ai été directeur, les dieux ne se sont jamais, à mon endroit, montrés bien bavards.

Rappelons-nous d'abord brièvement la situation lamentable de l'histoire à l'Université Laval avant 1947. Au niveau des études supérieures, l'histoire, y compris l'histoire du Canada, n'était inscrite à aucun programme régulier; on terminait ses études d'histoire au baccalauréat, mais avant de faire sa philosophie, car on n'enseignait même pas l'histoire de la philosophie (c'eût été ou bien avouer les variations philosophiques de l'Eglise — avec impossible — ou bien faire l'histoire de la pensée non-thomiste: on jugeait qu'elle ne méritait pas cet honneur). C'est en rhétorique qu'on terminait ses études d'histoire, avec ce célèbre examen qui consistait, pendant cinq heures, à bâtir de mémoire, sur un fait d'histoire du Canada, le discours le plus émouvant possible; nous y allions par cœur, de textes à l'appui, et les correcteurs n'avaient pas le souci de vérifier les citations: la beauté, d'abord, du verbe oratoire!

Lorsque je suis entré à la Faculté des lettres en 1939, le programme n'affichait donc aucun enseignement de l'histoire. Il y avait, tout au plus, pour faire suite aux cours donnés naguère par Thomas Chapais, quelques rares conférences publiques prononcées par Arthur Maheux. Elles étaient, vous imaginez bien, tout l'opposé des conférences publiques de Lionel Groulx à

Causerie prononcée au congrès de l'Institut d'histoire de l'Amérique française, le 6 mai 1972.

Montréal, puisque Maheux recherchait par système, dans les relations anglo-françaises, ce qui nous avait été bénéfique; mais c'était aussi l'opposé dans la méthode: au lieu de discourir (car le discours ne lui allait pas du tout), Maheux distribuait aux auditeurs des textes polycopiés qu'il commentait avec nous. Mais ces rares conférences nous apparaissaient surtout comme des occasions de divertissement et personne en mon milieu ne songeait à une carrière d'historien: je rêvais, pour ma part, d'être helléniste. Aussi, ma licence terminée, ai-je enseigné le grec pendant quatre ans et, puisque cette époque est riche de surprises, je préparais, tout en faisant traduire Xénophon, un doctorat sur un sujet de littérature comparée, sans, d'ailleurs, avoir suivi un seul cours en cette matière.

En 1945, l'histoire du Canada, comme discipline, n'avait pas encore obtenu sa place à l'Université Laval; tout au plus avait-on, pour l'année scolaire 1941-1942, invité Albert Tessier à donner, à l'intérieur d'un certificat de pédagogie, quelques heures sur l'enseignement de l'histoire du Canada: programme, du reste, qui n'avait eu guère de suites. C'est alors qu'en 1945, en même temps que mon parchemin de docteur, on me remit une offre de devenir, à plein temps, professeur d'histoire du Canada à l'Université Laval: ce qui voulait dire que je passerais d'un salaire de \$1,000. par année (c'était le maximum au Collège Bourget) à un salaire de \$2,000. J'ai hésité un peu, parce que j'étais très attaché au grec, mais comme j'avais toujours aimé l'histoire et que je n'étais pas en état de détester l'argent, j'acceptai la nouvelle carrière. On pourra dire que je suis un historien de naissance bâtarde. L'Université Laval eut le bon sens de m'envoyer d'abord au recyclage; selon le programme projeté, je devais en avoir pour trois ou quatre ans, avant d'occuper mon poste. Comme ce fut le cas de Frégault et de Brunet, je pris le chemin des universités américaines, étant entendu que, la France universitaire remise en place, j'irais ensuite à Paris. Or voici que tout à coup, dès 1947, après seulement deux ans d'études, on me rappelle de l'Université Harvard: revenez vite, on fonde l'Institut d'histoire!

Ce rappel était, je crois, du printemps de 1947. L'Institut d'histoire de l'Amérique française publiait le premier numéro de sa *Revue*; l'Institut d'histoire de l'Université de Montréal se préparait à inaugurer ses cours réguliers; celui de Laval s'annonçait aussi pour la prochaine année scolaire. Dépourvu jusque-là d'organismes savants d'histoire, voici que le Canada français en débordait. Les deux Universités avaient enfin élevé l'histoire au rang de leurs disciplines régulières; dans cette

société où l'histoire avait, depuis un siècle, servi à nourrir le feu des batailles revendicatrices, on allait enfin tenter de faire sérieusement de l'histoire.

L'Institut de Laval organisa tout de suite son enseignement sur le type européen : licence composée de quatre certificats, qui donnait la priorité, non pas à la spécialisation dans un champ donné, mais à la culture générale de l'historien ; un certificat en histoire du Canada (un seul), un deuxième en histoire moderne et contemporaine, un troisième en antiquité et en moyen âge ; le quatrième devait être nécessairement en géographie (disposition rendue facile du fait que l'Institut, sous le nom d'*Institut d'histoire et de géographie*, englobait l'enseignement de la géographie et allait l'englober jusqu'en 1955). Quant à la spécialisation, elle était renvoyée au cycle du doctorat auquel on poussait (mais en France) les meilleurs candidats et, à plus forte raison, ceux qu'on destinait à revenir un jour enseigner à l'Institut. La formule était réaliste : avant de faire de l'histoire du Canada d'une façon poussée, il faut une solide culture générale en histoire non-canadienne.

Cette formule, comme aussi les circonstances, ont été de nature à ouvrir l'Institut de Laval sur l'Europe. Grâce au Séminaire de Québec qui payait la note sans l'éplucher (c'était la joyeuse époque où les directeurs, sans disposer d'aucun budget, obtenaient tout ce qu'ils voulaient), grâce aussi à un homme extraordinaire, Alphonse-Marie Parent, et grâce encore à Arthur Maheux, excellent administrateur (qui, en même temps, se garda d'enseigner), l'Institut d'histoire a pu, dès les débuts et constamment par la suite, profiter de l'enseignement d'universitaires français qui vont tirer de son isolement américain l'historiographie canadienne et la mettre à la page. Il y a eu aussi, dès les débuts, ouverture sur le monde anglophone, phénomène alors quasi exclusif à Laval ; c'était à Québec une tradition ancienne, renforcie par Camille Roy et, bien davantage, par Arthur Maheux, dont les relations avec la société protestante ne manquaient pas, à cette époque (et l'époque dont je parle n'est pas le XVII^e siècle), de faire scandale ! L'Institut eut ainsi, très tôt, de solides relations avec les universitaires anglophones (sauf, et je n'ai jamais compris pourquoi, avec l'Université McGill) ; ces relations amèneront les professeurs à cultiver une histoire du Canada qui déborde les seules limites traditionnelles du Canada français et, surtout, à axer l'étude du Canada contemporain sur la Confédération. Ouverture encore, et cela aussi était nouveau, sur les autres Facultés de l'Université Laval : malgré un cloisonnement

rigoureux, on a tenté, dès l'origine, de jeter un pont du côté des sciences sociales et du droit; même si bien peu de gens ont accepté de venir danser sur ce pont d'Avignon, c'était l'essai de la méthode interdisciplinaire, avant que le mot ne devienne une mode.

Et du côté de Montréal ? On se serait normalement attendu, entre les deux seuls Instituts universitaires de langue française, à une communication immédiate et généreuse: l'ouverture se fera discrètement et sera longue à venir. C'était le temps où le Canada français suivait deux postes-émetteurs irréductibles: Lionel Groulx et Arthur Maheux. C'est en les regardant dans les yeux que Groulx avait dit à ses adversaires, dans une grande cérémonie publique: "Nous sommes la génération des vivants; vous êtes la dernière génération des morts"; Maheux avait écrit une brochure à l'adresse des "autres": *Pourquoi sommes-nous divisés ?* et le chef des autres avait répondu par une brochure: *Pourquoi nous sommes divisés*. Ce genre de dialogue jette un froid dans le voisinage. Et puis, il y avait, toujours fraîches, les cicatrices des disputes entre Québécois et Montréalais au sujet de l'Université indépendante de Montréal: comme je voulais, un jour, en parler dans un discours public, quelqu'un me conseilla, avec un grand air secret, de ne pas toucher à ce sujet; et si l'émigration de Jean Béliveau, de Québec à Montréal, au profit des *Canadiens*, n'avait irrité qu'une certaine couche de la population québécoise, l'émigration du chapeau cardinalice au profit de Montréal avait été un coup bien dur pour les Messieurs de Québec. Les relations avec Montréal n'étaient donc pas faciles au point de départ. Du temps que j'étais seulement secrétaire, Maheux *regnante*, j'ai voulu ménager une rencontre entre Lionel Groulx et mes étudiants: les sages de Laval me conseillèrent de le faire avec discrétion, de profiter comme d'un passage accidentel de Groulx à Québec et, sans faire de battage publicitaire, de recevoir Groulx en dehors des locaux de l'Université. Nous passâmes un fort agréable après-midi dans le maquis.

Ce n'étaient pas encore là des relations avec l'Institut universitaire de Montréal; il n'y eut de relations officielles qu'une seule fois, si ma mémoire est exacte: la visite d'un professeur français de Laval à Montréal amena un échange, Frégault fut invité à l'Institut de Laval pour quelques cours; ce fut tout: les deux Instituts universitaires continueront de vivre l'un à côté de l'autre, sans se parler. Ces deux Instituts n'étaient pas seulement séparés par le conflit Groulx-Maheux. Il y avait d'autres *casus belli*. L'Institut de Montréal prétendait alors apporter à l'histoire du Canada français une explication globale,

soutenue comme une thèse absolue; il fallait l'approuver en son entier ou mourir sans les derniers sacrements. Or, à Laval, nous n'avions aucune thèse à présenter en contrepartie; peut-être à cause des horizons variés que nous nous étions ouverts ou peut-être parce que l'histoire demeurait d'abord pour nous une recherche qui nécessite au préalable une longue exploration, il ne parut opportun à aucun d'entre nous d'afficher telle explication globale plutôt que telle autre, ni non plus de nous appliquer à combattre ce qui nous paraissait une légitime hypothèse de travail. Même s'il est arrivé à certains amis de Montréal de décocher quelques flèches contre ces gens de Québec qui, disaient-on, se cherchaient toujours, nous nous contentions d'admirer ceux qui avaient trouvé d'un seul coup. D'ailleurs, à l'intérieur de notre groupe, autant chez les collègues que chez les étudiants, c'était la plus grande liberté possible de pensée; les historiens de Laval ne formaient pas et ne cherchaient pas à former un front uni, et nos étudiants n'avaient pas à se déclarer disciples d'un tel ou d'un tel. Il y a eu une Ecole de Montréal, il n'y a pas eu une Ecole de Québec.

Toutefois, les historiens de Québec et ceux de Montréal ont travaillé ensemble sur une base individuelle; encore ici, ce sont l'Institut de Groulx et sa *Revue* qui ont fourni le terrain neutre, et il y eut même cette *Histoire du Canada par les textes*, avec Frégault, Brunet et moi-même. Du reste, historiens d'une même génération, nous avons à lutter ensemble contre des obstacles dont nous avons tous à souffrir. Il fallait faire sauter la carapace de ce qu'on appelait "la belle histoire", la seule admise. C'était l'époque (époque bien récente) où quelqu'un de bien placé à Québec affirmait: "Pour écrire l'histoire du Canada français, il faut être, premièrement, Canadien français, et, deuxièmement, catholique pratiquant": ce qui éliminait, d'un coup, une bonne partie de la corporation. C'était l'époque où une Société nationale dite *Samuel de Champlain* ouvrait ses séances en récitant une prière à Champlain, et publiait un bulletin où apparut cet ex-veto: "A Samuel de Champlain, pour faveur obtenue". Ceux qui se promenaient, en ricanant, dans la galerie des grands hommes, se faisaient évidemment rappeler à l'ordre. Nous nous sommes fait traiter de démolisseurs, on nous a dit que nous étions trop petits pour comprendre la grandeur. Tous ces crimes, vus d'aujourd'hui, ne semblent plus que dissipation d'enfants de chœur. En tout cas, nous étions, à notre façon, une génération de contestataires; c'est, en partie, ce qui nous faisait travailler ensemble, historiens de Québec et historiens de Montréal, malgré nos désaccords fondamentaux.

Si, pour terminer, je puis tenter un bilan de ces premières années de l'Institut de Laval, je croirais que cet Institut a fourni une contribution capitale dans l'évolution historiographique. Certes, l'Institut n'a pas fait valoir de thèse qui eût orienté cette évolution, mais il s'est appliqué à tenter de préparer le mieux possible les jeunes historiens à leur métier et de les éveiller aux problèmes les plus divers. Il a voulu leur assurer d'abord une solide culture générale; il a pratiqué avec eux la méthode traditionnelle de l'explication de textes qui entraîne à bien connaître d'abord les données d'un document avant de passer, avec toute la prudence nécessaire, à l'interprétation; il a favorisé par système l'utilisation de sciences auxiliaires: géographie, cartographie, civilisation traditionnelle, sciences sociales; il a poussé ses diplômés à la recherche dans les archives, en leur ouvrant, malgré bien des misères, des archives privées demeurées auparavant quasi inaccessibles; encore par système, il les a poussés à publier, pour que les résultats de la recherche personnelle puissent être connus, discutés sur la place publique et utilisés comme un nouveau point de départ: les diplômés des premières fournées ont gardé cette habitude de publier, qui est un apport en même temps qu'un grand acte de courage. Enfin, l'Institut de Laval a constamment laissé aux étudiants toute liberté de pensée à l'égard de l'enseignement du professeur: comme certains de mes collègues, j'ai toujours mis la plus basse note au candidat qui venait me réciter fidèlement mon cours, et la plus haute à celui qui, preuves à l'appui, venait contredire mon enseignement: celui-là démontrait qu'il avait la méthode historique; et je sais plusieurs de mes anciens qui, à mon égard, conservent encore aujourd'hui cette bonne habitude...

Il faudrait, assurément, avouer bien des déficiences, bien des pauvretés, mais tout cela serait de peu de poids, je crois, comparé aux travaux intéressants que continuent de faire nos premiers diplômés (je n'oublie pas pour autant leurs successeurs), au rôle dynamique qu'ils jouent aujourd'hui dans l'évolution de notre historiographie. Même si c'était dû davantage à leur mérite personnel qu'à leur stage de formation chez nous, il reste que l'Institut aura été pour eux un milieu favorable pour démarrer dans la carrière: c'est déjà pour un Institut d'histoire atteindre son principal objectif.